



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

***Système d'acquisition dynamique (SAD)
Consultation n°2022-322/EdA/DA***

***FOURNITURE ET LIVRAISON D'EFFETS
D'HABILLEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES du
17/10/2022***

***Marché spécifique n°11 : fourniture d'équipements de protection
balistique au profit des Forces Armées de Mauritanie***

Lot n°3 : équipements balistiques

Cahier des clauses particulières (CCP)

Annexe 1 : notice technique

Préambule

Le présent marché spécifique repose sur la base des textes et documents suivants :

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales/Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) dans sa version du 30 mars 2021.

Le marché spécifique est passé entre :

- d'une part, l'Économat des Armées (EdA) en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « pouvoir adjudicateur » ;
- d'autre part, l'entreprise dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommé « le titulaire ».

1. OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

1.1 Objet du marché spécifique

Le marché spécifique a pour objet la fourniture d'équipements de protection balistique au profit des Forces Armées de Mauritanie.

La fourniture inclut la mise à disposition, l'emballage, le chargement et la sécurisation de la marchandise dans le vecteur de transport mis à disposition par l'EdA.

1.2 Forme et durée du marché spécifique

Le marché spécifique est un marché global de fournitures.

Le marché spécifique prend la forme d'un marché global de fournitures, passé sans minimum en quantité ou en valeur et avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée totale du marché.

Le montant estimatif du marché s'élève à 200 000 € HT.

Le marché spécifique prend effet à compter de sa notification et s'achève après exécution complète et conforme de la prestation et paiement de la facture afférente.

2. PIÈCES DU MARCHÉ

2.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, le marché spécifique est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1/ les dispositions administratives du SAD n°2022-322 : fourniture et livraison d'effets d'habillement et d'équipements militaires ;
- 2/ l'acte d'engagement et son annexe ;
- 3/ le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- 4/ l'offre technique du titulaire ;
- 5/ les bons de commande.

2.2 Pièces générales

- 1/ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) en vigueur à la date d'établissement du dossier de consultation des entreprises ;
- 2/ la législation en vigueur pour les fournitures objet du présent marché spécifique ;
- 3/ les pratiques et coutumes de la profession.

Le marché spécifique est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché spécifique doit être rédigé en langue française.

3. MODALITE D'EXECUTION

Les équipements concernent la fourniture estimée de :

- Plaque de protection balistique Niveau III+ NIJ 0101.06 - Taille M standard = trois cents (300) unités ;
- Porte-plaques avec panneau-avant de remplacement amovible = cent cinquante (150) unités.

Les plaques de protection balistique doivent être compatibles avec le porte-plaques.

Les quantités sont données à titre indicatif. Elles sont non contractuelles et peuvent évoluer à la baisse ou à la hausse. Le détail des attendus techniques figure en annexe n°1 au présent document. Les quantités sont confirmées au titulaire à la notification du marché lors de l'émission du bon de commande.

Les fournitures classées figurant sur la Liste Militaire Commune (CML Common Military List) doivent provenir impérativement d'un des pays listés ci-dessous :

Selon les règles de mises en œuvre de la Facilité européenne pour la paix dite FEP, l'origine des matériels et équipements est soumise à des restrictions. Toute origine non comprise dans la liste ci-dessous est proscrite sous peine de non-conformité :

- Etats membres de l'UE ;
- Etats associés à l'UE : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie Herzégovine, le Chili, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Géorgie, la Moldavie, le Mexique, le Monténégro, le Canada, Hong Kong, Israël, le Japon, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, Taiwan, le Royaume Uni, les Etats Unis d'Amérique et l'Ukraine

La fourniture inclut l'achat, l'emballage et la mise à disposition dans les locaux du titulaire de l'habillement militaire susmentionné.

- Emission des bons de commande :

Les bons de commande sont émis suite à la notification du marché spécifique. Ils contiennent l'ensemble des éléments décrits à l'article 5.1 du CCP du SAD n°2022/322.

En cas de dispositions supplémentaires relatives à l'émission d'un bon de commande elles sont notifiées au titulaire du marché spécifique concerné par l'émission d'un Ordre de Service (OS) émanant des services de l'EdA.

Les dispositions 5.2 et 5.3 du CCP du SAD n°2022/322 s'appliquent.

- Livraison :

La mise à disposition des équipements a lieu dans les locaux du titulaire. L'adresse d'enlèvement est communiquée par le titulaire aux services de l'EdA suite à la notification du marché spécifique.

L'incoterm utilisé est **FCA – Free Carrier** conformément à la réglementation *Incoterms 2020*.

Le titulaire est responsable de l'emballage, du chargement et de la sécurisation de la marchandise dans le vecteur de transport pré positionné par l'EdA.

Les coordonnées du service en charge de suivre les commandes à l'EdA sont communiquées au titulaire à la notification du marché.

Aucune livraison partielle n'est acceptée, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

L'ensemble des modalités prévues à la l'article 6 du SAD 2022-322 s'appliquent.

Dans le cadre des opérations de vérification décrites à l'article 6.7 du SAD 2022/322, l'EdA peut faire appel à un bureau de contrôle tiers. L'intervention du bureau de contrôle est coordonnée par l'EdA et le titulaire. Les opérations de vérification sont à la charge de l'EdA.

- **Garanties :**

Le titulaire garantit l'EdA contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations, en ce qui concerne la propriété industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Le point de départ de la garantie est celui de la mise à disposition des équipements dans les locaux du titulaire.

A minima, la garantie doit respecter les principes suivants :

- être de douze (12) mois minimum.;
- obliger le titulaire à remettre en état ou remplacer à ses frais la partie des équipements reconnue comme défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au bénéficiaire final. Le titulaire dispose d'un accès total aux équipements considérés comme défectueux afin de déterminer l'imputabilité et la défectuosité. L'EdA met à disposition du titulaire tout élément permettant d'analyser l'imputabilité de la défectuosité ;
- définir le délai dont dispose le titulaire pour effectuer un remplacement.

Après réception des équipements remis en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée d'indisponibilité du matériel en cause. Cette durée est comptée entre le moment où l'EdA porte cette indisponibilité à la connaissance du titulaire et la date de la décision prise à l'issue des opérations de vérification après remise en état.

Le titulaire est exonéré de l'obligation de garantie uniquement dans les cas suivants :

- si la détérioration des matériels est due soit :
 - o à une négligence de manipulation ;
 - o à un défaut de surveillance ou d'entretien ;
 - o à un montage défectueux ;
 - o à une manœuvre imputable à d'autres intervenants que le titulaire ;
 - o à une utilisation non conforme aux spécifications ;
- en cas de stockage non adapté ou non conforme aux recommandations fournisseur, ou si le matériel a subi entre temps une réparation/révision par un intervenant autre que le titulaire ;
- si les incidents résultant d'événements de Force Majeure;
- si un accident, une faute intentionnelle, un usage anormal par rapport aux prescriptions de la notice de fonctionnement, un déplacement intempestif, une modification, une intervention, une opération qui serait effectuée hors des prescriptions des manuels d'utilisation et de maintenance ;
- si une utilisation non-conforme des équipements résultant de l'édition ou de la modification par l'EdA de la documentation pertinente.

L'ensemble des principes susmentionnés s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue par le Code civil.

4. PRIX

Les prix applicables aux fournitures sont mentionnés dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Les conditions d'application des prix sont celles exprimées à l'article 4 de la partie II du SAD n°2022/322.

- **Offre promotionnelle :**

Tous les prix du marché peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise concernant les services sur catalogues ;
- une augmentation en performance technique à des prestations à prix identique ;
- des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses (par exemple, une absence d'engagement de durée minimale) ;

- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des bénéficiaires potentiels de la promotion. En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

5. PENALITES - RESILIATION

Les conditions d'application des pénalités sont celles exprimées à l'article 8 de la partie II du SAD n°2022/322.

Dans le cadre du présent marché spécifique, le titulaire n'est en aucun cas autorisé à échanger directement avec le bénéficiaire final ou avec le donneur d'ordres de l'EdA à savoir, l'Union Européenne.

En cas d'échanges nécessaires à la bonne exécution du présent marché spécifique, le titulaire en informe les services de l'EdA qui organisent les échanges.

En cas de non-respect des dispositions du présent article, une mise en demeure est envoyée au titulaire. En cas de récidive, l'EdA se réserve la possibilité de résilier de façon unilatérale le présent marché spécifique au-delà des commandes en cours sans préavis ni indemnités.

6. MODALITES FINANCIERES

Les modalités financières sont celles exprimées à l'article 7 de la partie II du SAD n°2022/322.

Une avance de trente (30)% du bon de commande peut être accordée sur demande expresse du titulaire et sur présentation d'une facture d'avance.

Dans le cadre du présent marché spécifique si la demande d'avance est d'un montant supérieur à deux-cent mille (200 000) € HT, le titulaire fournit à l'EdA une garantie de restitution à première demande d'une banque de premier rang ou une lettre de confort émanant de sa maison mère.

Ladite attestation ou lettre est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception (LR/AR) aux services de l'EdA en même temps que la demande d'avance.

7. OBLIGATION DU TITULAIRE

7.1 Conformité des prestations

Il est rappelé que les prestations doivent être conformes aux dispositions du présent marché spécifique (les normes et spécifications techniques étant celles en vigueur à la date de remise des offres).

7.2 Protection des données personnelles

Le titulaire, en tant que sous-traitant des données à caractère personnel, est susceptible d'avoir accès à des données dans le cadre de l'exécution du présent marché spécifique.

Le titulaire doit, dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions de :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493

du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;

- les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel créées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (dit « RGPD »).

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Dans le cadre de ce marché spécifique, le titulaire s'engage à ne traiter les données personnelles que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par l'EdA. Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent marché.

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché spécifique ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus au présent marché spécifique ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire. En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer à des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent marché spécifique sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données. Il s'assure en outre que ces données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent marché et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

7.3 Protection de l'environnement et développement durable

Le marché spécifique portant sur la fourniture d'équipements de protection balistique, le titulaire doit limiter de façon significative les impacts néfastes susceptibles d'être générés auprès des utilisateurs et sur l'environnement.

Le titulaire :

- veille à ce que l'exécution du marché spécifique dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution du marché spécifique et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, le marché spécifique peut être résilié aux torts du titulaire ;
- mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité).

S'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du marché spécifique, il doit être en mesure d'en apporter la preuve.

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- optimisation des flux logistiques.

7.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché spécifique sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

7.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure responsable des fournitures jusqu'au contrôle de la marchandise dans ses locaux (il s'agit en l'occurrence, du lieu de livraison indiqué par le pouvoir adjudicateur). Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est nulle et non avenue.

7.6 Assurance

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A la demande du pouvoir adjudicateur, il est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. A défaut de production, après demande de l'EdA, dans un délai de quinze (15) jours calendaires, le marché spécifique est résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché spécifique.

8. MODIFICATIONS

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché spécifique doit être impérativement notifiée au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- le numéro de compte bancaire à créditer... ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché spécifique.

Une modification peut être établie afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

En application de l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- l'ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisible à la date de contractualisation ;
- la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- la reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.

9. CLAUDE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG/FCS et aux dispositions figurant au Code de la commande publique, le présent marché spécifique peut être modifié en cours d'exécution dans l'un des cas suivants :

- l'évolution du périmètre couvert par le catalogue en nombre d'articles par familles ou en nombre de familles si tant est que le périmètre du marché s'inscrive dans le montant maximum annoncé ;
- la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- la modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- la modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;
- l'ajout de la part du pouvoir adjudicateur de nouveaux clients bénéficiaires des fournitures objet du marché ;
- l'augmentation du montant maximum de 25% pour la durée restante à couvrir le marché spécifique (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de la durée du marché est supérieur à 50% du montant maximum global du marché.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur après concertation avec le titulaire et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire du marché spécifique concerné.

10. RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

La résiliation du marché spécifique peut intervenir conformément à l'article 8.2 du SAD n°2022-322.

11. MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE

En application de l'article R 2122-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marchés de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet l'achat de fournitures complémentaires à celles qui ont été livrées par le titulaire du présent marché. Lorsque de tels marchés sont passés, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

12. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du CCP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 2	Pièce du marché	Article 4
Article 3	Livraison	Article 21
Article 10	Résiliation	Articles 38 à 45